



Questionnaire pour les partis à la course à la mairie de Montréal

Canadiens pour la justice et
la paix au Moyen-Orient
580 Sainte-Croix, Suite 060
Saint-Laurent, QC H4L 3X5
438-380-5410
31 octobre, 2021

Cher/Chère Monsieur/Madame,

Mon organisation, Canadiens pour la justice et la paix au Moyen-Orient (CJP MO, <https://www.cjpme.org>) cherche à donner les moyens aux Canadiens de tous les horizons de promouvoir la justice, le développement et la paix dans notre communauté. **Nous sommes une organisation non partisane qui compte plus de 24 000 adhérents à Montréal, dont plus de 8 000 contacts disponibles par courriel à Montréal.**

Nous avons suivi de près la course à la mairie de Montréal au cours des dernières semaines, et nous publierons un communiqué à l'intention de nos membres sur la position des partis politiques sur certaines questions importantes pour notre circonscription. **Nous demandons à chacun des trois partis municipaux principaux de répondre au bref questionnaire en cinq points ci-dessous.** Avec les réponses que nous recevons, nous fournirons un résumé à nos partisans de la région de Montréal.

Veillez avoir l'amabilité de répondre au questionnaire ci-dessous d'ici le matin du mardi 2 novembre à 11 h 59. Nous enverrons un courriel à nos électeurs de Montréal pour leur communiquer les résultats généraux le mercredi 3 novembre. Vous pouvez envoyer votre réponse au questionnaire directement à moi au thomas.woodley@cjpmo.org.

Si vous avez des questions, n'hésitez pas à m'appeler au 514-641-7114 ou à m'envoyer un courriel à l'adresse thomas.woodley@cjpmo.org. Merci d'avance pour votre coopération.

Thomas Woodley, Président, CJP MO



1. La laïcité à Montréal

La loi 21 a été une loi controversée au Québec, avec de fortes opinions des deux côtés du débat. Les minorités religieuses, notamment les musulmans et les juifs qui portent des symboles religieux, affirment que la loi est discriminante. Historiquement, Montréal a toujours pratiqué une laïcité ouverte et ses lois sont rédigées de manière à être neutres. Votre parti soutient-il l'approche historique de Montréal en matière de laïcité et de diversité religieuse, ou estime-t-il que des mesures plus strictes comme la loi 21 sont nécessaires pour assurer une société laïque ?

Encerclez, ou mettez en caractère gras le chiffre approprié :

Nous soutenons
l'approche historique
de Montréal en ce qui
concerne la laïcité et
la diversité religieuse

Nous pensons que
des mesures plus
fortes comme la loi
21 sont nécessaires
pour garantir une
société laïque.

1.....2.....3.....4.....5

Si vous voulez, vous pouvez ajouter des commentaires :



2. Discrimination religieuse et l'islamophobie

La discrimination religieuse et le racisme religieux systémique sont des problèmes qui continuent d'être présents à Montréal et dans la société canadienne et québécoise en général. Le 29 janvier 2017, un tireur islamophobe est entré dans une mosquée de la ville de Québec et a tué six musulmans dans leur lieu de culte. En reconnaissance, plus tôt cette année le gouvernement fédéral a désigné le 29 janvier comme journée nationale de commémoration de l'attentat à la mosquée du Québec et la journée nationale d'action contre l'islamophobie en déclarant : « Il est important que les Canadiens dénoncent l'islamophobie et toutes autres formes de racisme, d'haine et de discrimination, et prennent des actions pour les combattre. ».

Quelles actions ou approches votre gouvernement compte prendre pour faire face à toutes formes de racisme, haine et discrimination religieuse ?

Et quelles mesures votre gouvernement prendra-t-il pour le 29 janvier?

Si vous voulez, vous pouvez ajouter d'autres commentaires :



3. Le débat sur l'antisémitisme

Comme l'islamophobie, l'antisémitisme continue d'être un problème à Montréal et dans la société canadienne dans son ensemble. Ces dernières années, la définition de l'antisémitisme de l'Alliance internationale de commémoration de l'Holocauste (IHRA) a été présentée comme un moyen de définir et d'encadrer la conversation sur l'antisémitisme. Cependant, plus de 30 groupes de la société civile et groupes syndicaux du Québec s'opposent à l'IHRA comme une menace à la liberté d'expression sur Israël et la Palestine, y compris la Confédération des syndicats nationaux, la Ligue des droits et libertés et le Conseil central de Montréal métropolitain - CSN. Car la définition de l'IHRA fait l'amalgame entre l'antisémitisme et la critique d'Israël et le soutien aux droits humains des Palestiniens.

Votre administration ferait-elle pression pour l'adoption de la définition de l'IHRA, ou chercheriez-vous des définitions moins controversées de l'antisémitisme, comme la Déclaration de Jérusalem sur l'antisémitisme, qui s'oppose à l'antisémitisme sans nuire aux partisans des droits des Palestiniens ?

Encerclez, ou mettez en caractère gras le chiffre approprié :

Nous chercherons des
définitions moins
controversées de
l'antisémitisme.

Nous ferons pression
pour adopter la
définition de l'IHRA

1.....2.....3.....4.....5

Si vous voulez, vous pouvez ajouter des commentaires :



4. Lutter contre le racisme anti-arabe

Un récent sondage EKOS (<https://www.cjpme.org/survey2021>) a montré que les Arabo-Canadiens font face à différentes formes de racisme dans la société canadienne. Par exemple, 38% des Canadiens pensent qu'il y a trop d'immigrants arabes, et 64% des Canadiens pensent qu'avoir « un nom à consonance arabe » peut avoir un impact négatif sur les opportunités d'emploi. À Montréal, nous savons que les Arabes sont le troisième groupe le plus ciblé par la police pour les contrôles de rue. Pour ces raisons, une approche intersectionnelle de la lutte contre le racisme doit inclure toutes les communautés montréalaises, y compris les Arabo-Canadiens.

En tant que ville hautement multiculturelle, avec des Arabo-Canadiens d'origines très diversifiées, comment votre gouvernement compte-t-il faire face aux dangers spécifiques du racisme anti-arabe dans la communauté montréalaise ?



5. Éthique dans la collaboration et le partenariat

Les régions métropolitaines prospères comme Montréal développent souvent des relations et des liens avec d'autres juridictions dans le monde, afin de partager les meilleures pratiques, de promouvoir la coopération et les liens économiques, et de promouvoir la solidarité mondiale. Néanmoins certains pays et villes qui souhaiteraient s'associer à Montréal peuvent avoir des valeurs et des pratiques qui ne correspondent pas à celles des résidents de la ville (par exemple en matière de maintien de l'ordre, de liberté d'expression, etc.). Certains pays peuvent même faire l'objet d'une censure de la part des organisations de défense des droits de la personne.

En développant de telles relations, quelle approche votre gouvernement adoptera-t-il pour s'assurer que Montréal ne s'engage pas ou ne sanctionne pas des relations avec des juridictions accusées de violations des droits de la personne ou d'autres pratiques contestables d'un point de vue éthique ?